

BULLETIN D'INFORMATIONS

Publication mensuelle du Système des Nations Unies en République Démocratique du Congo



L'Equipe de Pays des Nations Unies en RDC vous remercie de votre constant soutien, de votre collaboration habituelle, et vous souhaite d'excellentes fêtes et une merveilleuse année !



ACTUALITE

25 journalistes de Kinshasa à l'école de l'approche "ONE UN"

Vingt-cinq journalistes de la presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et agence ont été formés sur l'approche « ONE UN » conformément au plan de travail 2023 du Groupe de communication des Nations Unies. C'était au cours d'un atelier de renforcement des capacités organisé du 10 au 11 janvier 2024, sur le plan cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Cette session visait à doter les professionnels des médias de Kinshasa des connaissances générales sur le système de coopération des Nations Unies avec le Gouvernement de la RDC. Les modules de formation ont porté, entre autres, sur :

- Le plan cadre de coopération et le cadre des résultats du système des Nations Unies
- Les résultats majeurs obtenus dans la mise en œuvre de ce plan cadre de coopération
- Le mécanisme de financement du système des Nations Unies
- Le positionnement des Nations Unies dans l'écosystème de coopération
- L'état de mise en œuvre de l'agenda 2030
- Comment communiquer efficacement pour les Nations Unies.



L'occasion était offerte aux 25 journalistes d'appréhender les divers mécanismes et outils conjoints utilisés pour assurer la mise en œuvre du cadre de coopération signé avec le gouvernement congolais en décembre 2019 pour la période 2020 – 2024. Ledit cadre présente, l'action concertée du Système des Nations Unies pour répondre aux priorités nationales dans le cadre de l'atteinte des ODD.

Les participants ont recommandé la multiplication des cadres similaires afin de renforcer leurs capacités dans la collecte et traitement des informations sur le fonctionnement du système des Nations Unies et son apport aux efforts de développement de ce vaste pays.

En images, quelques moments d'action de l'atelier en faveur des journalistes de Kinshasa



LE SAVIEZ - VOUS ?

L'imprimerie comme moyen de se reconstruire après les conflits armés au Nord-Kivu !



© ONUFEMMES/RDC

Lorsqu'un groupe de jeunes femmes déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit armé en cours dans la province du Nord-Kivu ont eu la chance de se remettre sur pied économiquement, et ont été interrogées par ONU Femmes et la Division provinciale du genre du gouvernement de la RDC sûr qu'est-ce qu'elles voulaient faire, elles n'ont pas hésité : « nous voulons ouvrir une imprimerie... ensemble ».

15 jeunes femmes âgées de 18 à 25 ans, autre fois victimes et déplacés de guerre, se sont rassemblées pour démarrer une entreprise de production en vue d'assurer leur autonomie financière. Alors que de nombreuses autres femmes ciblées par ce projet d'ONU Femmes, Japan 1, financé par le gouvernement du Japon, ont choisi de créer individuellement des entreprises, demandant des semoires, de la farine de manioc, etc. Joséphine et ses amies, désormais collègues, ont décidé de s'investir dans l'imprimerie. C'est dans la Division Provinciale du Genre du Nord-Kivu, située à Goma, qu'un espace a été dédié à cette tâche très particulière. C'est là que se trouve l'Imprimerie : Fourmillières, une ode au travail incessant des fondateurs.

“Lorsque nous avons été sélectionnées pour la première fois par la Division Genre pour ce projet, nous avons été invités à suivre plusieurs formations ; l'un d'eux était sur le graphisme,

ils nous ont tout appris sur les TIC, mais aussi sur l'utilisation de Photoshop et d'autres outils. Après avoir terminé la formation, nous nous sommes réunis et avons reçu le matériel que vous voyez ici : des machines à pages, des machines à polo, des imprimantes, des ordinateurs et bien d'autres choses. C'est ainsi que nous avons créé ce que nous sommes aujourd'hui. Maintenant, notre prochain défi est de nous formaliser. Nous souhaitons avoir des partenaires institutionnels et voir notre imprimerie grandir, et pour cela, nous devons être formellement reconfigurés par l'Etat. On attend nos papiers officiels !”

Joséphine, manager élue et designer en chef des Fourmillières, est une fervente défenseuse des entreprises dirigées par des femmes.

“Je pense que notre deuxième obstacle est le marché. Nous souhaitons encourager davantage de femmes et de filles à travailler dans l'imprimerie, mais il s'agit toujours d'un secteur dans lequel la plupart des imprimeries sont dirigées par des hommes. Quand les gens voient que nous sommes des femmes ambitieuses, ils essaient de nous mettre de côté, comme pour dire que nous ne réussirons jamais mieux que les hommes. Mais si vous croyez que vous en êtes capable et que vous n'abandonnez pas, vous finirez par vous retrouver ici. Et vous avez un niveau supérieur à celui des hommes qui font



Survivantes du conflit armé du Nord-Est, les jeunes femmes ont dû fuir leurs villes, la plupart perdant toute leur famille. Beaucoup d'entre elles sont des jeunes mères célibataires qui tentent de se remettre sur pied et de pouvoir emmener leurs enfants à l'école, mais elles n'oublient pas les milliers de jeunes femmes déplacées qui ont encore besoin de soutien et d'orientation.

Malgré les défis, les jeunes femmes de Fourmilières sont prêtes à chercher leur avenir et motivées à continuer à développer leurs compétences et leur entreprise. Elles espèrent agrandir leur équipe une fois l'entreprise formalisée et ouvrir leurs portes à d'autres jeunes femmes qui, tout comme elles, ont besoin de s'autonomiser économiquement. Joséphine a partagé son message clair aux déplacés réveillés de la RDC :

“ONU Femmes nous a donné une très grande opportunité. Avant du certificat nous ne pouvions ni travailler ni étudier. Et après on a reçu le matériel pour l'imprimerie. Maintenant, ce n'est peut-être pas beaucoup, mais je peux payer de petites choses, comme le bus. Je veux aider d'autres jeunes femmes comme nous. J'aimerais aussi aider d'autres femmes sans études ni travail, comme nous, pour qu'elles voient qu'elles valent mieux que ça. Je les encouragerai à suivre des formations, des ateliers, les accompagnerai pour devenir meilleurs.

Mon message pour les jeunes femmes déplacées serait que ce qui les attend n'est pas une vie facile. Mais vous devez toujours faire de votre mieux ; il y a toujours des opportunités qui se présentent et il faut savoir les saisir. Restez fortes, restez courageuses et saisissez les opportunités de grandir.”



DEVELOPPEMENT**Le PNUD dote le Sénat congolais d'un centre de ressources numériques**

© PNUD/RDC

Le Sénat de la RDC a ouvert, en début de cette année, son Centre des ressources numériques, fruit du partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), visant à moderniser son administration et le processus de prise de décision du Sénat, et améliorer la concertation avec les assemblées provinciales.

Dans le souci d'appuyer le fonctionnement des institutions de la RDC, le PNUD a eu des consultations avec le Sénat sur la fourniture de services en vue de la réalisation d'un paquet d'activités axé sur le renforcement des capacités institutionnelles, humaines, numériques, techniques, et légistiques du Sénat dans le but de promouvoir une gouvernance plus favorable au développement.

«C'est à ce titre que le PNUD a accompagné le Sénat dans la mise en œuvre de sa feuille de route dénommée « Le Sénat se réforme » à travers le Projet d'Appui à la Réforme et l'Innovation du Parlement, PARIP en sigle, a relevé Mme Rokya Ye Dieng, Représentante Résidente a.i. du PNUD.

A travers ce partenariat, plusieurs activités ont été réalisées avec satisfaction. Il s'agit entre autres de la mise en place d'un cadre de dialogue et de concertation entre les présidents du Sénat et les assemblées provinciales ; l'élaboration de la loi portant sur la garantie souveraine ; la rédaction et validation d'un plan d'action pour renforcer la diplomatie parlementaire.

En outre, le PNUD a aussi procédé à la remise des équipements et accessoires informatiques pour le bureau du Sénat et les services administratifs ; l'appui aux travaux des commissions à travers la remise des fournitures et matériels de bureaux pour faciliter les travaux en commission notamment sur la loi électorale et celle portant sur le régime pénitentiaire ; la dotation d'un outil de transcription des voix en textes pour faciliter la rédaction des rapports et les comptes-rendus des plénières et l'installation du Centre des ressources numériques au Sénat et à l'Assemblée provinciale de Kinshasa.



DEVELOPPEMENT**Démarrage de la délivrance des cartes de services biométrique aux magistrats civils et militaires**

Par cet exercice d'identification, le Conseil supérieur de la Magistrature effectue également un contrôle physique des magistrats. Ce qui lui permettra à terme, d'avoir une maîtrise des effectifs de magistrats afin de mieux répondre aux besoins des populations, principales bénéficiaires du service public de la justice.

Cette opération cadre avec le Programme conjoint des Nations Unies d'appui à la réforme de la justice. Cette initiative accompagne le Conseil supérieur de la Magistrature, dans la digitalisation de son fonctionnement, notamment, à travers la mise en place du Système d'Information et de gestion de carrière des Magistrats (SIGMA).

En premier lieu, les hauts magistrats se sont prêtés à cet exercice. C'est ainsi que se sont présentés entre autres l'Auditeur général des Forces armées de la République démocratique du Congo, FARDC, le Premier président de la

Haute Cour Militaire, le Premier président de la Cour de cassation et le Procureur Général près cette juridiction ; la Première Présidente du Conseil d'Etat.

L'objectif est de pouvoir à terme, doter tous les magistrats de la République Démocratique du Congo d'une carte biométrique et de constituer une base de données fiables des magistrats. Avec l'appui du PNUD, il y a lieu de signaler que les 2500 nouveaux magistrats qui ont été engagés sur concours par le gouvernement congolais ont déjà reçu, au terme de leur formation, leurs cartes biométriques.

Le PNUD a soutenu le Conseil supérieur de la Magistrature dans la mise en œuvre du Système d'information et de gestion des magistrats ; la formation des utilisateurs de ce système, la dotation des lecteurs d'empreintes et en consommables.



DEVELOPPEMENT

L'OIM appui la mise en place et l'opérationnalisation des escadrons de la Police des Mines et Hydrocarbures du Nord Kivu et du Sud Kivu.



L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a procédé ce mercredi 31 janvier à la remise officielle de quatre nouveaux escadrons de police nouvellement construits pour abriter les services de la Police des mines et hydrocarbures locale dans les provinces du Nord Kivu (Manguredjipa et Itebero) et au Sud Kivu (Kavumu et Nzibira). Ces nouveaux bâtiments vont accueillir les 237 policiers de mines dont 15 femmes policières qui ont fini en Août et Septembre 2023 une formation spécialisée en police de mines respectivement au Centre de Formation de Jules Moke et Mugunga.

La dotation de ces infrastructures s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la troisième phase du projet de police des mines appuyé par le Gouvernement des Etats-Unis pour soutenir les efforts des autorités congolaises dans la lutte contre l'exploitation illégale des ressources minières dans l'Est de la RDC et la protection des femmes et des enfants dans les sites miniers.

Ces bâtiments sont également équipés en mobiliers et matériel de bureau, dont des kits informatiques, des motos pour faciliter la mobilité des policiers, et une station radio équipée en kits solaires pour offrir de meilleures conditions de travail aux unités de police déployées dans ces localités afin de renforcer la lutte contre les activités minières illégales.

Parallèlement aux quatre nouveaux bâtiments des escadrons de la police, des sources d'approvisionnement en eau potable

ont été mises en place (forage avec un système d'adduction gravitaire et un point d'eau communautaire) pour desservir la police et les populations environnantes (environ 5000 ménages) dans les localités de Manguredjipa et Itebero (Nord_Kivu) et de Kavumu et Nzibira (Sud-Kivu) qui s'approvisionnaient autrefois dans des sources d'eau non protégées.

Fatouma, une des femmes du village Businde témoigne **"il n'y avait pas d'eau dans notre village, on était obligé de faire un très long trajet de plus de 1 km pour descendre à la source d'eau de MUZIBIRA, on quittait nos maisons même à une heure du matin sachant qu'on part se ravitailler à une eau non potable ; on pouvait y observer des petits insectes, asticots dans nos bidons. Nous partions souvent à l'hôpital pour les soins de nos enfants qui avaient toujours des diarrhées répétitives, les adultes souffraient souvent de la fièvre typhoïde, ... Et nous savions bien que toutes ces maladies étaient causées par cette eau de la source mais n'ayant pas de choix de trouver une autre eau, nous nous contentions de l'eau de source Muzibira. Hormis l'état de l'eau, nous étions obligées de nous battre pour pouvoir puiser car cette source était beaucoup sollicitée. Maintenant, nous avons la chance d'avoir un point d'eau à coté de nos maisons. Merci au gouvernement des Etats-Unis et à l'OIM pour ce don au combien vital pour nos enfants."**



DEVELOPPEMENT

Le PNUD renforce les capacités des organisations de la Société civile sur l'égalité de genre



Lancement officiel en janvier 2024, du programme de reconnaissance de l'égalité de genre pour 5 organisations de la société civile (OSC) des provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Tanganyika, Kasai et Kasai Central au Centre d'accueil Bienheureux BAKANJA de Goma/Nord-Kivu.

Ce programme devra permettre l'amélioration des capacités des Organisations de la Société Civile à assurer une gestion et une planification sensible au genre tant au niveau stratégique, programmatique qu'opérationnel. La mise en place d'un réseau des organisations spécialisées en matière de genre capable d'assurer à leur tour le renforcement des capacités des autres organisations. Enfin, il s'agira d'accroître progressivement le nombre d'acteurs et d'organisations dotés des connaissances et capacités nécessaires pour promouvoir les politiques en matière de l'égalité des sexes en RDC. Ce programme a bénéficié de l'appui financier des ambassades de l'Allemagne et de la Suède.

C'est donc depuis 2016 que le PNUD et la MONUSCO ont fait le constat de la faible intégration du genre dans les interventions de la stabilisation en RDC. C'était dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation à l'Est de la RDC (I4S). Pour pallier cette faiblesse, le PNUD avec ses partenaires de l'Ambassade de l'Allemagne et de la Suède ont résolu d'appuyer le processus de renforcement des capacités d'un échantillon de 5 organisations de la société civile des provinces Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Tanganyika, Kasai et Kasai Central dans les activités de consolidation de la paix et stabilisation pour leur certification Gender Equality Seal. Une fois renforcées, ces dernières pourront aussi renforcer 18 autres organisations qui

ont quelques lacunes dans l'intégration du genre en leur sein.

Pour rappel, cette initiative s'intègre dans la Stratégie globale du PNUD pour la promotion de l'égalité de genre 2022-2025 qui vise à : « aider les pays à embrasser la complexité et à trouver de nouvelles solutions, à réagir avec souplesse et à promouvoir l'apprentissage plutôt que la conformité ou les réponses rigides à l'égalité de genre ».

Le PNUD a développé le Sceau de l'Égalité de Genre, une initiative mondiale pour opérationnaliser sa stratégie. Le Sceau de l'Égalité de Genre est un processus de certification qui reconnaît la bonne performance des bureaux de pays dans la réalisation des résultats transformateurs pour l'égalité de genre.

Le PNUD a également développé le « Gender Equality Seal » ou Cachet de l'égalité de genre pour les institutions publiques visant à soutenir et à reconnaître les efforts des institutions publiques vers la réalisation d'une égalité substantielle entre les femmes et les hommes dans le cadre du Programme de Développement Durable 2030.

A l'occasion de ce lancement, le PNUD à travers le chef de bureau PNUD Nord-Kivu, a rassuré les partenaires de sa détermination à accompagner ce processus jusqu'à son aboutissement, c'est-à-dire à une véritable intégration du genre au sein des organisations de la société civile rigoureusement sélectionnées.

Ce programme sera mis en œuvre avec le soutien des autorités tant nationales que provinciales, plus précisément le Ministère provincial du genre ainsi que la Division du genre.



STABILISATION

L'OIM reconstruit un pont pour reconnecter différentes localités du territoire de Nyunzu



© OIM/RDC

L'organisation internationale pour les migrations a procédé le 17 janvier à la remise officielle du pont Lweyeye aux autorités du territoire de Nyunzu, dans la province du Tanganyika. Situé à 28 kilomètres du centre de Nyunzu dans le secteur sud-Lukuga, ce pont avait été détruit il y a plusieurs années à la suite des conflits entre les Communautés Twa et Bantous.

Ce pont, construit par l'OIM à travers un financement du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF), va faciliter la connectivité entre différentes localités de Nyuzu et favoriser la croissance économique à travers les échanges commerciaux entre communautés de base.

La réception de ce pont par les autorités locales marque également une étape importante dans le développement de l'infrastructure de transport de la région. Ce pont permettra de réduire les temps de déplacement et améliore l'accessibilité aux services essentiels tels que les écoles, les hôpitaux et les marchés.

Le projet d'érection du Pont sur la rivière a été mis en œuvre

en partenariat avec les autorités locales pour améliorer les voies de communication et faciliter les échanges commerciaux et sociaux.

La construction de cette infrastructure s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui aux ex-combattants et communautés par des initiatives de réinsertion socio-économique et de justice transitionnelle, mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations dans les provinces du Tanganyika, du Kasai et Kasai-central.

« C'est une joie pour tous, même au niveau du gouvernement du Tanganyika puisque ça réjouit la population. On a été témoin de tout ce qui s'était passé lorsque le pont métallique qui existait avant a été détruit. Maintenant on a un nouveau pont. Nous félicitons nos partenaires OIM parce qu'ils ont accepté de nous construire ce pont après de nombreux plaidoyers », s'est réjoui Delphin Katungulu représentant du ministre provincial du plan lors de la cérémonie de la remise officielle de ce Pont à Nyunzu.





© PNUD/RDC

La mise en place des infrastructures socioéconomiques de base est effective dans les 54 territoires confiés au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), dans le cadre du Programme gouvernemental de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T). Six cent trente un (631) infrastructures sur les 764 démarrées en 2023 sont en construction dont 334 écoles primaires, 245 centres de santé et 52 bâtiments administratifs dans les 09 provinces afin d'améliorer l'accès à l'éducation, à la santé et aux services essentiels aux populations des 54 territoires.

Ce sont au total Soixante-six (66) infrastructures réceptionnées par le PNUD et ensuite livrées aux autorités pour leur utilisation par les communautés dans quatre provinces. Il s'agit de : 20 infrastructures (13 écoles primaires, 3 bâtiments administratifs et 4 centres de santé) au Sud Kivu, de 8 infrastructures (4 écoles primaires - 1 bâtiment administratif et 3 centres de santé) au Tanganyika, de 7 infrastructures (5 écoles primaires et 2 centres de santé) dans la Tshopo et de 7 infrastructures (5 écoles primaires et 2 centres de santé au Maniema.)

Et pour le mois de mars prochain, 13 infrastructures (8 écoles primaires et 5 centres de santé) au Sud Kivu et 11 infrastructures (7 écoles primaires et 3 centres de santé) au Sankuru seront réceptionnées.

La livraison des 565 infrastructures restantes dont les travaux se poursuivent, pourra se faire de façon progressive au cours des prochains mois.

A la fin du mois de décembre 2023, le PNUD et la partie nationale avaient fait la réception technique des 10 infrastructures (8 écoles primaires et 2 centres de santé) au Sud Kivu.

Pour le représentant résident du PNUD, Damien Mama **"Le PDL va au-delà des infrastructures ; c'est toute une dynamique de développement qui est amorcé à des endroits où l'Etat a été absent pendant longtemps. Donc, le PDL vient restaurer la présence de l'Etat et la présence des services."** A lui de poursuivre que **"le PDL est en train d'explorer des nouveaux horizons, de transformer des endroits qu'on n'avait jamais imaginé transformable, et d'octroyer de l'emploi à des endroits où des personnes n'avaient jamais cru qu'ils pouvaient avoir de l'emploi à travers l'investissement de l'Etat"**.

Il a, par ailleurs, reconnu le retard connu dans le démarrage des travaux. Retard dû aux défis logistiques; mais des lenteurs dues aussi à l'impératif de protéger l'argent public, de faire en sorte que tout dollar qui est alloué au niveau central, est ressenti au niveau local et rassure que nonobstant les retards qu'il y a, le PNUD va délivrer des résultats.

A ce jour, dans le cadre de la promotion du secteur privé national, 25 contrats ont été signés avec 20 prestataires dont 18 entreprises et deux organisations non gouvernementales (ONG) de développement. Le montant de ces 25 contrats s'élève à environ \$168.177.000 dollars USD. Ce montant est reparti sur les 54 territoires et participant à l'essor de l'économie nationale et locale impactant positivement la trésorerie des banques, et les institutions financières, les petites et moyennes entreprises et sous-traitants ; l'emploi et l'amélioration des revenus des populations.

Avec une approche basée sur l'adhésion au programme,



l'appropriation des bénéficiaires, la participation des communautés et le suivi participatif des femmes, des jeunes, le contrôle citoyen de la société civile, 21 326 emplois ont été créés dont 4 922 occupés par des femmes. Plus de 13 348 fournisseurs des matériaux locaux dont 5 150 femmes approvisionnent les sites. Plus de 950 représentants d'entreprises ont été formés à travers 10 ateliers leur permettant mieux ainsi de maîtriser les procédures de passation de marché et d'exécution des contrats avec les Nations Unies. Plus de 19500 acteurs directs ont interagi avec les experts du Programme au niveau des neuf provinces sur au moins 350 sites d'infrastructures en cours. Des émissions radio en langues locales, des café presse ont permis la mise à niveau de l'information aux parties prenantes. Il a été question que le programme soit bien compris par les bénéficiaires, suscite de l'intérêt et les emmène à l'adhésion, gage de la réussite du programme. L'objectif final étant d'éveiller la conscience de la nécessité de la pérennisation des ouvrages.

Les dynamiques de partenariat, d'appropriation et de pérennisation des investissements illustrant que le PNUD exécute le PDL 145T conformément à son mandat d'agence de développement se poursuivent sous la direction du gouvernement et sont en cours de consolidation avec les partenaires du gouvernement.

Dans ce cadre, six accords de partenariat sont signés et mis en

Nous partageons, ici, des témoignages de quelques bénéficiaires.

œuvre avec les agences et institutions nationales, les directions techniques des secteurs de l'éducation, (DINAC) de la santé (DESP), de l'hydraulique (ONHR), de l'électrification rurale (ANSER), des routes (OVDA) de l'environnement (ACE).

Les études de faisabilité des secteurs de l'électrification, de l'hydraulique et des routes de desserte agricole sont finalisées et partagées avec les partenaires sectoriels nationaux. Le début de la mise en œuvre se fera à la mise à disposition des ressources.

Avec la contribution financière du PNUD, dans le cadre de la Redynamisation des économies locales et rurales, les études de faisabilité sur les chaînes de valeur sont en cours sur 06 des 09 provinces avec deux cabinets. Il s'agit des provinces : Sud Kivu, Tanganyika, Maniema, Kasai, Sankuru et Tshuapa. Les résultats permettront aux populations d'avoir plus d'opportunités économiques.

Le développement des infrastructures socio-économiques de base en République démocratique du Congo est l'un des axes prioritaires du Programme de Développement Local des 145 Territoires. Cet axe, une fois parachevé, pourra induire la croissance économique du pays et accélérer l'inclusion sociale de tous les Congolais.

“ Je remercie le Chef de l'Etat, le PNUD ainsi que l'entreprise Global innovation pour avoir pensé à nous en construisant cette école. Nous n'avions jamais vu ce modèle de bâtiment depuis notre existence, surtout pas ici dans notre village d'ITANGA. Mais aujourd'hui nous sommes en train de vivre une réalité qui donne une bonne image de notre village, les enfants vont étudier désormais dans de meilleures conditions.

David LUNGANGA, Directeur de l'école primaire Kambambi, territoire d'Ilebo/Kasai

“ Je suis très contente de voir la construction de notre école en matériaux durables afin de permettre aux élèves d'étudier dans de bonnes conditions. Avant cet ouvrage, nous étions obligés de libérer les élèves pendant la période des intempéries car notre ancienne toiture ne nous protégeait pas et aujourd'hui qu'il pleuve ou pas, nous sommes là avec nos élèves. Nous saluons le PDL 145 Territoire, cette initiative du Chef de l'Etat qui vient vraiment restaurer notre dignité .

Soeur Malungisa Nsimba Reine , Directrice de l'école primaire Sacré Cœur, territoire de Lodja/Sankuru

“ Il y a un sérieux problème d'infrastructure et d'équipement dans notre centre de santé. Nous soignons les malades debout sans tables, ni chaises, les malades hospitalisés dorment sur des nattes et nous avons beaucoup de malades. Nous soignons les malades ambulatoires et nous travaillons dans des conditions difficiles. Je doutais du PDL avant; maintenant je crois fortement que c'est une réalité. Je remercie les autorités du Ministère de la santé et du pays. Ce centre de santé va vraiment soulager notre peine et nous permettre de travailler selon les normes de la médecine.

Madame Valérie Omene Lionga, Infirmière au centre de santé Lomami, territoire d'Opala/Tshopo



Ce bulletin est produit par

**Le Groupe de Communication des
Nations Unies**

drcongo.un.org/fr

[@ONURDCongo](https://twitter.com/ONURDCongo)



NATIONS UNIES
RD CONGO

